

Cette rubrique est  
elle vous donne l'occasion de prendre  
sur les sujets qui vous intéressent  
Les courriers anonymes ne seront pas

# COURRIER DES LECTEURS

## Les trois clés de trois scrutins

Selon ce lecteur, trois enseignements peuvent être tirés des récents scrutins. Pour mieux fixer les bases d'un vrai débat idéologique sur l'identité, le développement et le statut de la Guadeloupe.

Après les différents résultats des élections, l'heure est à l'analyse. Mais il faut bien faire la différence entre les analyses à courte vue des « états majors » et une analyse plus politique s'inscrivant dans une projection historique. Cette seconde approche fait un peu défaut, privant la politique en Guadeloupe de cette capacité de se projeter vers le futur. Et si l'on se risque à une analyse comparative avec la Martinique, voire la Guyane, alors on est bien triste devant l'état du paysage politique guadeloupéen et l'absence de débats idéologiques.

Des différents scrutins qui viennent de se dérouler, les deux tours des élections municipales et cantonales, et l'élection du président du conseil général (c'est le troisième scrutin qui, à lui seul, peut faire l'objet d'une thèse), je retiens trois enseignements fondamentaux qui se résument en trois fins : la fin du « bangouisme » à Pointe-à-Pitre, la fin des partis politiques et la fin du Département.

### La fin du « bangouisme »

Après l'avertissement de 2001, les résultats des municipales de 2008 à Pointe-à-Pitre marquent la fin du « bangouisme ». Même si le fils Bangou succède à son père, son score du deuxième tour (environ 3500 voix) est inférieur au score de son père, Henri Bangou, lors du premier tour de 2001 (environ 4400 voix). Jacques Bangou et sa liste n'ont suscité aucune adhésion nouvelle mais ont juste bénéficié des cendres d'un système qui a commencé à se consumer avec l'éclatement du Parti communiste guadeloupéen, puis la rupture de Daniel Génies.

Le « bangouisme » est un système qui était basé sur le quadrillage des quartiers, le clientélisme, la fraude électorale, l'absence de vitalité démocratique dans la ville. Tout cela est fini. La candidature et le résultat de Georges Brédet sont venus porter le dernier coup de grâce. Un nouveau paysage politique va se mettre en place à Pointe-à-Pitre mais avec, depuis 2001, un fort vote populis-

te qui s'est porté en 2008 sur Harry Durimel (un nouveau Ibo Simon en plus light ?). Ce vote a quelque chose de dangereux et seule une analyse fine permettra de repérer les fondements de cette banalisation de la citoyenneté avant qu'il ne soit trop tard. Ce qui fait aussi le lit de ce vote c'est la fin des partis politiques.

### La fin des partis politiques

Les élections de 2008 sont venues confirmer la fin des partis politiques. Que d'illustrations et de preuves diverses : le communiqué de l'UMP qui ne donne aucune investiture, le nombre de candidatures non officielles de socialistes contre des candidats socialistes plus ou moins investis, l'absence sur les affiches et les programmes de l'appartenance à un parti et la multiplication de listes d'ouvertures et de candidats « sans étiquette ». A cela s'ajoutent des soutiens à géométrie variable avec la fédération du Parti socialiste qui affronte Guadeloupe Unie (GUSR) à Deslattes, mais s'unit à Pointe-à-Pitre contre les positions de leurs sections communales. Il y a donc aujourd'hui plus de maires « sans étiquettes » que ceux qui se revendiquent d'un parti politique. Et des maires « avec étiquettes » ont été élus sur des listes de « larges ouvertures », donc il sera possible de voir un maire s'opposer à un de ses adjoints aux élections régionales de 2010. Mais cela ne relève pas seulement de l'anecdote, ce qui serait moins grave.

Cela traduit surtout l'absence de débat idéologique, de vision globale du pays et de son développement que seul un parti politique est capable de produire. Ici, en Guadeloupe, nous avons tendance à oublier l'importance des partis politiques, qui relèvent de l'article 4 de la Constitution. Depuis une décennie, nous assistons à un processus de balkanisation des partis politiques qui conduit à une « bakannalisation » du débat politique. Cela ne sert pas notre pays. L'absence de

débat global sur la Guadeloupe, encore département, pour des élections cantonales, a confirmé la fin des partis politiques et annonçait déjà la fin du département.

### La fin du département

L'élection du président du conseil général, saluée dans l'instantanéité comme un consensus pour le bien de la Guadeloupe, confirme la fin des partis politiques et symbolise aussi la fin du département. De même qu'il n'y a eu aucun débat idéologique sur la gestion du département, il n'y a eu aucun accord politique de gestion du département, base sur laquelle se seraient positionnés les trente-neuf conseillers généraux qui ont voté pour le président. Par ailleurs, l'annonce de la constitution d'un groupe politique de vingt et un conseillers généraux de divers horizons, majoritaire dans les faits, confirme qu'il n'y a aucun socle politique et idéologique de gouvernance du pays.

A l'analyse, nous avons peut-être assisté en direct à la fin politique du département. Tant de débats politiques inoubliables ont opposé les départementalistes et les anti-départementalistes et même pour le référendum du 7 décembre 2003 il en a été encore question. Car très longtemps, l'attachement des Guadeloupéens à leur citoyenneté française était symbolisé par l'existence d'un conseil général en charge de gérer les affaires du département. A l'évidence, le conseil général n'a plus d'existence politique et il est peut-être temps de reformer nos institutions à cette réalité.

La fin des partis politiques d'une part, et la fin du département d'autre part, peuvent être les bases pour une nouvelle genèse de la politique en Guadeloupe : un vrai débat idéologique sur l'identité, le développement et le statut de la Guadeloupe, porté par de vrais partis politiques, pour le bien de notre pays et de la démocratie.

Alain SOREZE, Pointe-à-Pitre ■